

Brochure n° 3240 | Convention collective nationale

IDCC : 1487 | **HORLOGERIE-BIJOUTERIE**  
(Commerce de détail)

**Avenant n° 5 du 8 décembre 2023**  
relatif au remboursement des frais de santé

NOR : ASET2450006M

IDCC : 1487

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UBH,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFTC CSFV ;**

**FS CFDT ;**

**FEC – FO,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le présent avenant à l'accord relatif au remboursement des frais de santé du 16 décembre 2015 de la branche du commerce de détail de l'horlogerie bijouterie a pour objet de procéder à une augmentation des taux de cotisation du régime frais de santé afin de le pérenniser.

En effet, après avoir constaté un déséquilibre du régime de remboursements des frais de santé liée aux différentes évolutions démographiques et aux dérives des coûts de soins, les partenaires sociaux de la convention collective nationale du commerce de détail de l'horlogerie bijouterie décide d'appliquer les nouveaux taux de cotisation tels que définis ci-dessous – à compter du dépôt dudit avenant impliquant le respect des délais de formalités administratives.

**Article 1<sup>er</sup> | Entreprises de moins de 50 salariés**

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques à l'attention des entreprises de moins de cinquante salariés (cf. article L. 2232-10-1 du code du travail).

En effet, le présent avenant vise à modifier le régime obligatoire relatif aux frais de santé dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective du commerce de détail de l'horlogerie bijouterie, et ce quelle que soit la taille de leur entreprise.

## Article 2 | Révision de l'annexe II

L'annexe II est remplacée par la grille tarifaire ci-dessous :

« Régime général :

Cotisation exprimée en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS) :

	Base conventionnelle			Base intermédiaire		Base améliorée
	Régime collectif obligatoire	Base intermédiaire (facultatif)	Base améliorée (facultatif)	Régime collectif (obligatoire)	Base améliorée (facultatif)	Régime collectif (obligatoire)
Salarié	0,89 %	0,59 %	0,99 %	1,40 %	0,42 %	1,76 %
+ conjoint facultatif	0,98 %	0,65 %	1,09 %	1,55 %	0,46 %	1,94 %
+ enfant facultatif	0,53 %	0,35 %	0,59 %	0,84 %	0,25 %	1,06 %

Régime local (Alsace-Moselle) :

Cotisation exprimée en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS) :

	Base conventionnelle			Base intermédiaire		Base améliorée
	Régime collectif obligatoire	Base intermédiaire (facultatif)	Base améliorée (facultatif)	Régime collectif (obligatoire)	Base améliorée (facultatif)	Régime collectif (obligatoire)
Salarié	0,51 %	0,59 %	0,99 %	0,98 %	0,42 %	1,29 %
+ conjoint facultatif	0,56 %	0,65 %	1,09 %	1,08 %	0,46 %	1,43 %
+ enfant facultatif	0,31 %	0,35 %	0,59 %	0,59 %	0,25 %	0,77 %

## Article 3 | Durée et date d'effet

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024 ou, à défaut, dès lors que les formalités de dépôt auront été réalisées, tenant compte des délais légaux à respecter en la matière.

Il peut être modifié ou dénoncé conformément aux articles L. 2222-5, L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. Conformément aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail, il pourra être dénoncé à tout moment, à charge pour ses parties de respecter un préavis dont la durée est fixée à 3 mois.

## Article 4 | Clause de révision

Les partenaires sociaux conviennent de se rencontrer au moins une fois par an pour examiner les comptes du régime et évaluer l'opportunité d'en modifier éventuellement la teneur.

L'objectif poursuivi est le maintien des équilibres techniques dudit régime de santé de la branche.

## **Article 5 | Dépôt et demande d'extension**

Le présent avenant sera notifié aux organisations syndicales représentatives à l'expiration de la période de signature puis déposé auprès des institutions référentes en la matière, dans les conditions prévues par le code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension accélérée du présent avenant auprès des institutions référentes – conformément aux dispositions légales prévues en la matière.

*Fait à Paris, le 8 décembre 2023.*

(Suivent les signatures.)